



Comment l'armée israélienne bénéficie de la loi fiscale américaine

Les exonérations fiscales qui soutiennent les crimes de guerre ne sont pas « caritatives »

Par [Philip Giraldi](#)

Mondialisation.ca, 10 juillet 2024

[The Unz Review](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Économie](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

Le code fiscal des États-Unis permet des exonérations d'impôts fédéraux pour certaines catégories d'organisations ou de groupes à but non lucratif qui servent fréquemment à des fins éducatives ou caritatives. Ces organisations sont [classées comme 501\(c\)\(3\)](#) et exonérées de l'impôt fédéral sur le revenu, tandis que les donateurs qui contribuent à leur soutien peuvent déduire le total des dons jusqu'aux limites imposées par leur propre obligation fiscale globale. L'Internal [Revenue Service \(IRS\)](#) reconnaît plus de 30 types d'organisations à but non lucratif, mais seules celles qui sont admissibles au statut 501(c)(3) peuvent dire que les dons qui leur sont faits sont déductibles d'impôt.

La plupart des organisations qui peuvent être éligibles à la désignation 501(c)(3)

« tombent dans l'une des trois catégories suivantes : les organisations caritatives, les églises et les organisations religieuses, et les fondations privées. Un groupe doit fonctionner exclusivement à l'une des fins pour être considéré comme une organisation caritative par l'IRS : organisation caritative, religieuse, éducative, scientifique, littéraire, test pour la sécurité publique, promotion de la compétition sportive amateur nationale ou internationale, ou prévention de la cruauté envers les enfants ou les animaux. »

L'IRS définit en outre les activités « caritatives » comme :

« le soulagement des pauvres, des défavorisés ou des défavorisés ; l'avancement de la religion ; l'avancement de l'éducation ou de la science ; l'érection ou l'entretien des bâtiments, de monuments ou des travaux publics ; l'allègement du fardeau du gouvernement ; l'atténuation des tensions dans le voisinage ; l'élimination des préjugés et de la discrimination ; la défense des droits humains et civils garantis par la loi ; et la lutte contre la détérioration de la communauté et la délinquance juvénile ».

Une organisation 501(c)(3) est également « interdite d'utiliser ses activités pour influencer la législation de manière substantielle, y compris de participer à toute activité de campagne visant à soutenir ou à refuser un candidat politique particulier. Il n'est généralement pas non plus permis de se livrer à [un lobbying](#) politique. » Une [fondation privée](#) est généralement « détenue par un individu, une famille ou une société et elle obtient la

majeure partie de ses revenus d'un groupe relativement petit de donateurs. Les fondations privées sont soumises à des règles et à des réglementations plus strictes que les organismes de bienfaisance publics. Un organisme de bienfaisance public est un organisme à but non lucratif qui reçoit une partie substantielle de ses revenus ou de ses revenus du grand public ou du gouvernement. »

Il vaut la peine de considérer comment un 501(c)(3) est censé fonctionner lorsque l'on examine comment les nombreuses organisations qui constituent le lobby israélien aux États-Unis ont atteint ce statut, ce qui leur permet d'éviter les impôts américains tout en attirant les donateurs par le biais de déductions fiscales, malgré le fait qu'ils font beaucoup de pression, ce qui ignore les lois américaines, et qu'ils existent pour soutenir et autonomiser un gouvernement étranger qui est engagé dans un génocide.

L'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), considéré comme le plus riche et le plus politiquement puissant des groupes de lobbying, se vante même de sa capacité de lobbying ainsi que du succès étonnant de son PAC associé à approbation de candidats politiques favorables à Israël. La Ligue anti-diffamation (ADL) fortement engagée politiquement et la Fondation pro-Iranienne pour la défense des démocraties (FDD) sont également 501(c)(3). Les petites fondations telles que la Fondation Charles et Seryl Kushner, fondée par le père du gendre de Donald Trump, Jared Kushner, sont également 501(c)(3) et engagées dans le soutien [au développement illégal des colonies](#) dans la Palestine occupée par Israël.

Le statut 501(c)(3) permet à de nombreux groupes juifs et israéliens d'obtenir de grandes sommes d'argent qui sont ensuite utilisées politiquement pour permettre la corruption du processus politique aux États-Unis au profit d'Israël et des questions nationales favorisées par les juifs. Et être à but non lucratif ne signifie certainement pas que quelqu'un va faillite ou travaille dans des bureaux minables dans une banlieue humide. L'AIPAC a déclaré plus de 90 millions de dollars [de bénéfices](#) depuis qu'Israël est en guerre à Gaza, plus 105 millions de dollars de dollars ADL en 1922 et 18 millions de dollars de bénéfices de FDD la même année. Les directeurs généraux des trois organisations sont respectivement Howard Kohr, Jonathan Greenblatt et Mark Dubowitz. Ils ont gagné 1 055 000 \$, 993 000 \$ et 771 000 \$ respectivement en 2021-2022.

Tout cela signifie en pratique qu'il y a un flux de trésorerie régulier des États-Unis vers Israël qui dépasse de loin les 3,8 milliards de dollars plus les crédits spéciaux annuels que le président Barack Obama a bêtement garantis au **Premier ministre Benjamin Netanyahu** en 2016 dans le but de maintenir le soutien des donateurs juifs et des médias pour l'élection d'**Hillary Clinton**. Grant Smith, qui dirige l'« Institute for Research : Middle Eastern Policy (IRMEP) », a estimé que le total annuel allant à Israël dépasse de loin 10 milliards de dollars et, ce qui n'inclut pas d'autres cadeaux comme les projets de co-développement et de production du gouvernement américain et les décaissements comme [le don de 14 milliards de dollars](#) du **président Joe Biden** à Israël en avril pour aider à payer et à armer l'extermination des habitants par cette nation.

Israël et la communauté juive bénéficient également d'une énorme liberté de manœuvre de la part de certains gouvernements d'État. Smith a décrit comment l'un de ces conseils qu'il a identifié en Virginie est un exemple unique de manipulation des politiques économiques d'un État par une cinquième colonne israélienne dévouée au gouvernement. Il s'agit du Virginia Israel Advisory Board (VIAB).

Le VIAB fait en fait partie du gouvernement de l'État de Virginie. Il est financé par le Commonwealth de Virginie et peut accéder aux fonds d'autres agences gouvernementales pour soutenir les entreprises israéliennes. Il est composé d'Israéliens et de juifs américains issus de ce qui a été décrit comme « l'écosystème de plaidoyer israélien » et est auto-administré, nommant ses propres membres et officiers. Seule la Virginie a un tel groupe au sein du gouvernement lui-même, bien que d'autres États aient des commissions consultatives ou « commerciales » similaires. VIAB est en mesure de conclure des accords préférentiels secrets, d'organiser des concessions spéciales sur les taxes et d'établir des subventions de démarrage pour les entreprises israéliennes. Les projets commerciaux israéliens ont, par conséquent, été régulièrement financés en utilisant les ressources de l'État de Virginie avec peu de responsabilité. Il a été estimé que le flux de trésorerie en faveur d'Israël à partir de la seule Virginie a dépassé 500 millions de dollars par an.

Smith [a rapporté que](#) VIAB n'est pas seulement un mécanisme économique. Sa charte stipule qu'elle a été « créée pour favoriser une intégration économique plus étroite entre les États-Unis et Israël tout en soutenant le programme politique du gouvernement israélien ». Smith a également observé que « VIAB est un projet pilote sur la façon dont Israël peut tranquillement obtenir le financement des contribuables et le statut officiel pour les entités en réseau qui font progresser Israël au sein des gouvernements clés des États ». Le conseil s'est considérablement développé sous l'administration du gouverneur démocrate Terry McAuliffe (2014-2018). McAuliffe, considéré par beaucoup comme l'homme de main des Clinton, a reçu ce qui est considéré comme de généreuses contributions de campagne hors de l'État de la part de milliardaires activement pro-israéliens, Haim Saban et J.B. Pritzker, qui sont tous deux affiliés au Parti démocrate.

Terry McAuliffe, en tant que gouverneur, rencontrait régulièrement plusieurs groupes de défense d'Israël dans le cadre de séances officielles « interdites à la presse » et parlait fréquemment du « Virginia Advisory Board et de ses succès ». Il s'agissait, bien entendu, d'un mensonge intéressé de la part de l'un des plus minces criminels non inculpés par Clinton. En bref, le VIAB n'est rien d'autre qu'un mécanisme mis en place pour effectuer un vol sous licence des ressources de l'État de Virginie au profit d'Israël. En guise de bénéfice secondaire pour nous, Virginiens, ses activités imprudentes ont conduit à de nombreuses violations du zonage et de l'environnement.

À en juger par tout ce qui précède, il faudrait raisonnablement accepter que nous ne voyons que la pointe de l'iceberg, qu'il existe de nombreuses fondations fédérales exonérées d'impôt « à but non lucratif » et d'autres conseils et organisations qui existent aux États-Unis au profit d'Israël. Cela dit, cependant, il y a quelques fondations « caritatives » pro-israéliennes 501(c)(3) qui étournent l'esprit pour leur mission ouvertement étatique. Ils se composent de plusieurs organisations qui ont été créées et exploitées pour soutenir les Forces de défense israéliennes (FDI), qui, comme indiqué ci-dessus, sont actuellement engagées dans la réalisation de ce qui est largement reconnu comme un génocide à Gaza ainsi que dans la persécution des Palestiniens sur certaines parties de la Cisjordanie illégalement occupée. Ils méritent peut-être une attention particulière.

La plus connue et la plus grande des « charités » axées sur l'armée israélienne est les « Amis des forces de défense israéliennes » ([FIDF](#)) qui organisent des rassemblements et des rassemblements annuels à Los Angeles et à New York pour collecter des fonds pour ces courageux guerriers qui bombardent presque tous les jours les hôpitaux et les écoles et tuent plusieurs milliers d'enfants. Les rassemblements sont bien suivis par les célébrités et les politiciens habituels et sont largement rapportés dans les médias accommodants. Le

groupe, basé à New York, se vante de la façon dont il travaille directement avec le ministère israélien de la Défense. Friends of IDF a levé [un record de 60 millions de dollars](#) lors d'un gala à Los Angeles en 2018. Les principaux partisans financiers de Donald Trump, **Miriam et Sheldon Adelson**, ont fait un don de 10 millions de dollars, égalés par la figure israélo-américaine hollywoodienne **Haim Saban** et sa femme, **Cheryl**.

La FIDF prétend être la seule collecte de fonds certifiée 501(c)(3) de Tsahal aux États-Unis, mais il y a au moins une autre organisation qui a fait l'actualité récemment. C'est « [The Association for Israel's Soldiers](#) » qui passe également par « The Friends of LIBI » et « LIBI USA », qui est une organisation bénévole basée à Brighton, Massachusetts. En fait, il prétend également faire partie du ministère israélien de la Défense et son travail consiste à couvrir les dépenses qui ne font pas partie du budget du gouvernement israélien. Comme l'argent est fongible, cela libère de l'argent à des fins plus guerrières. Mais cette description fait inévitablement se demander comment un élément du gouvernement israélien est capable de collecter de l'argent exonéré d'impôt qui est également déductible en tant que dons d'impôts fédéraux sur le revenu qui sont apparemment rapatriés des États-Unis en Israël sans aucune fonction « caritative » ou « éducative » qui s'impose en Amérique ?

Il n'est pas nécessaire d'être particulièrement brillant pour se rendre compte qu'Israël n'est pas traité comme les autres, tant sur le plan politique qu'économique, par les gouvernements à différents niveaux aux États-Unis. Au risque d'être répétitif, comment est-il possible que des organisations qui se sont engagées à soutenir des crimes de guerre et même des génocides perpétrés par une nation étrangère soient autorisées à bénéficier d'allègements fiscaux qui leur permettent de collecter davantage d'argent pour corrompre le système qui les nourrit ? Comment est-il possible que l'armée étrangère qui commet les crimes de guerre soit également autorisée à bénéficier directement de l'exonération fiscale ? Voilà des questions auxquelles il faut répondre !

Philip Giraldi

Lien vers l'article original:

[How the Israeli Army Benefits from US Tax Law](#) 6 juillet 2024

Cet article en anglais a été publié initialement sur le site [The Unz Review](#).

Traduit par Maya pour [Mondialisation.ca](#)

*

Philip M. Giraldi, Ph.D., est directeur exécutif du Council for the National Interest (Conseil pour l'intérêt national), une fondation éducative 501(c)3 déductible des impôts (numéro d'identification fédérale 52-1739023) qui cherche à mettre en place une politique étrangère américaine plus axée sur les intérêts au Moyen-Orient. Le site web est councilforthenationalinterest.org, l'adresse est P.O. Box 2157, Purcellville VA 20134 et l'adresse électronique est inform@cnionline.org.

Il contribue régulièrement à Global Research.

La source originale de cet article est [The Unz Review](#)

Copyright © [Philip Girdi](#), [The Unz Review](#), 2024

Articles Par : [Philip Girdi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca